

Questions orales

M. Yves Caron (secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, à la suite de nombreuses instances faites par les députés de ce côté-ci de la Chambre, il me fait plaisir d'indiquer que les deux groupes, soit la Fédération du lait nature du Québec et la Commission Canadienne du lait se sont entendues concernant les paiements de subventions. Je dois aussi dire que depuis ce matin les chèques ont été mis à la poste pour les mois de mai et juin. Les fonctionnaires de la Commission canadienne du lait sont à calculer les subventions pour les mois de juillet, août et septembre. Dans dix jours environ le tout sera rentré dans l'ordre et tous les producteurs seront payés.

M. Caouette (Témiscamingue): Monsieur l'Orateur, je tiens à remercier le secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture de sa réponse positive, même s'il a fallu plus de six mois.

Le secrétaire parlementaire est-il en mesure de dire si les ententes qui ont été conclues dernièrement, aujourd'hui ou hier, avec les deux fédérations, sont des ententes à long terme ou si l'on peut prévoir que le même problème renaîtra encore à partir de demain?

M. Caron: Monsieur l'Orateur, je pourrais dire à l'honorable député de Témiscamingue que s'il y a eu ententes, c'est surtout grâce aux négociations faites par les députés de ce côté-ci de la Chambre et non pas par ceux de l'autre côté. Je voudrais aussi leur dire que la Fédération s'est très bien entendue avec la Commission canadienne du lait, et que cette entente s'applique à la durée de la politique laitière de 1977-1978.

* * *

[Traduction]

LES FINANCES

LA DÉVALUATION DU DOLLAR CANADIEN—LES MESURES ENVISAGÉES

M. John C. Crosbie (Saint-Jean-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au premier ministre. Le ministre de l'Industrie et du Commerce a déclaré à Winnipeg mardi dernier que la chute du dollar canadien était, et je le cite «utile, et j'espère que cette baisse se maintiendra pendant un certain temps». A la Chambre, mercredi dernier, il a déclaré que cela aiderait à réduire le déficit touristique, à améliorer nos problèmes de fabrication et à stimuler nos exportations. Je pensais que ce refus d'un dollar canadien solide n'était qu'une toquade de Horner jusqu'à ce j'entende le point de vue du ministre des Finances. Est-ce donc la politique du gouvernement de faire tout son possible pour encourager la dévaluation du dollar canadien même davantage, et ainsi renforcer les prétendues vertus d'un dollar de 89c. ou le gouvernement a-t-il pour politique de lutter contre la baisse du dollar canadien?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Je comprends que le député puisse avoir du mal à comprendre la portée de la dévaluation du dollar, mais s'il veut bien se reporter à mon exposé pendant le débat sur le discours du trône, il constatera que j'y ai traité du sujet assez longuement.

M. Crosbie: La réponse que le ministre a donnée aujourd'hui est aussi floue que le discours qu'il a fait dans le cadre du débat sur l'Adresse en réponse au discours du trône; on peut

[M. Caouette (Témiscamingue).]

même dire que ce discours était plutôt opaque. D'après les calculs du ministère des Finances, lorsque le dollar canadien baisse d'un cent par rapport au dollar américain, le coût de la vie augmente d'un dixième pour cent en un an; comme on prévoit une hausse de 4 p. 100 du coût de la vie pour l'année prochaine à cause de la dévaluation qui a frappé notre monnaie l'an dernier, le très honorable représentant pourrait-il expliquer comment cette dévaluation permettra d'abaisser les coûts dans les secteurs manufacturier et touristique pour n'en citer que deux? Autrement dit, ne pense-t-il pas que la dévaluation est un arme à double tranchant?

M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, je répète que j'ai déjà consacré un certain temps à cette question mais je reprendrai mes explications jusqu'à ce que vous m'arrêtiez. Le député est sans doute capable de comprendre que notre problème vient du fait que nos entreprises manufacturières sont moins productives que les entreprises américaines analogues et que les frais sont plus élevés au Canada qu'aux États-Unis. La politique du gouvernement consiste en partie à s'assurer que nos prix demeurent concurrentiels par rapport à ceux de nos principaux concurrents. On y arrive, d'une part, par des mesures d'encouragement, mais il y a également les marchés financiers mondiaux qui accordent à un moment donné une cote au Canada en fonction de ses prix de revient élevés. Lorsqu'ils établissent cette cote, ils vendent le dollar canadien à découvert. Lorsque le dollar canadien est plus bas que le dollar américain, cela signifie que nos exportations coûtent moins cher à ceux qui les achètent, ce qui nous rend plus compétitifs par rapport aux autres pays exportateurs.

M. l'Orateur: On voit très bien ici pourquoi il est dangereux d'aborder des questions de politique générale au cours de la période des questions. Le député désire peut-être poser une question supplémentaire.

M. Crosbie: Le premier ministre ne conviendra-t-il pas qu'il y a un gros risque que cette baisse des prix ne dure qu'un temps? Est-il d'accord avec la politique suivie en 1963, lorsque lui et ses amis poussaient des hurlements contre le Diefendollar? Avons-nous maintenant le Trudeadollar?

M. Trudeau: Je ne vois pas l'à-propos de cette question.

LES MOTIFS DE L'ABSENCE DE STIMULANTS GOUVERNEMENTAUX À LA PRODUCTIVITÉ

L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings): Maintenant que la plèbe déchaînée a fini de hurler, j'adresserai une question au premier ministre. Une question bien précise, à laquelle j'aimerais avoir une réponse précise. Par deux fois le premier ministre a affirmé, avec juste raison d'ailleurs, à la Chambre, c'était pendant la première semaine de la session en cours, et il a répété à Fredericton la semaine dernière que si nous voulons sortir du marasme économique actuel il va falloir améliorer singulièrement notre productivité industrielle. Peut-il nous dire pourquoi on n'a pas annoncé, ni dans l'exposé économique du ministre des Finances le 20 octobre ni ailleurs, des primes à la productivité dont le montant serait directement proportionnel à l'augmentation de la productivité réalisée par les entreprises?